

# Dossier de presse

## Table des matières

We Need To Talk.....	2
Débat citoyen.....	3
Large campagne et discussion ouverte.....	3
Campagne sur les réseaux sociaux :.....	3
Débat citoyen en ligne: via l'outil rhetoric.....	3
Panel citoyen.....	4
Présidé par Heidi De Pauw (NL – CEO Child Focus) en Marius Gilbert (FR – chercheur en épidémiologie ULB).....	4
Tirage au sort des participants.....	4
Comment fonctionne le panel?.....	5
Transmission.....	5
Le financement des partis.....	7
Qu'est-ce que le financement des partis.....	7
Pourquoi le financement des partis est-il important ?.....	7
Quel est le problème avec le financement des partis?.....	7
D'où vient l'argent des partis politiques?.....	9
À quoi les partis dépensent-ils leur argent?.....	10
La comptabilité des partis est-elle contrôlée?.....	11
Quels sont les autres systèmes existants ?.....	12
Qui sommes-nous ?.....	13
Notre mission et vision.....	13
Qui fait partie du consortium ?.....	13
Qui forme l'équipe d'experts ?.....	15
Comment sommes-nous financés ?.....	15
Qui sont nos partenaires?.....	15
Informations et contact.....	16
Annexes.....	17
Lettre d'invitation aux citoyens tirés au sort.....	17
Formulaire d'inscription pour les citoyens tirés au sort.....	17

## **We Need To Talk**

La démocratie est sous pression. Les électeurs renoncent à voter, la polarisation et le soutien à l'autocratie augmentent. Seuls 2/3 des Belges croient encore que les politiciens peuvent améliorer la vie de leurs citoyens (RTBF 2022).

**Il est grand temps, alors, d'avoir une discussion sérieuse :**

'We Need To Talk' (Il Faut Qu'on Parle) est l'initiative d'un consortium de six organisations qui cherchent à améliorer le système politique en Belgique en organisant un débat citoyen indépendant et pluraliste..

Nous avons choisi le thème du financement des partis car les partis politiques en Belgique reçoivent chaque année plus de 75 millions de dotations. C'est 200 000 euros par jour ! En outre, il existe peu de règles sur ce que les partis peuvent et doivent faire avec cet argent. Par exemple, certains partis investissent une partie de leur dotation dans l'immobilier ou en bourse. Les partis politiques belges sont également de "grands dépensiers" sur Facebook et d'autres médias sociaux. En 2022, il s'agissait d'environ 5 millions d'euros. La Belgique a déjà reçu des critiques du Conseil de l'Europe pour le manque de contrôle indépendant de ces dépenses.

Les politiciens, les experts, l'opinion publique, tout le monde s'accorde à dire que le système doit être changé. C'est même dans l'accord de gouvernement. Mais la question est tellement sensible qu'elle ne peut pas avancer. Les enjeux pour les partis politiques sont si élevés qu'il est impossible de réaliser une bonne réforme.

Il est donc temps d'adopter une approche différente. Si les politiciens ne peuvent pas s'en sortir eux-mêmes, demandons aux citoyens ordinaires comment procéder. Les citoyens ont quelque chose à dire, surtout aujourd'hui. Ils ne doivent pas tenir compte des stratégies politiques et des élections, ils peuvent donc penser et faire des suggestions librement. D'ailleurs, les partis politiques en Belgique sont largement financés par l'argent des contribuables. Il est donc logique que les citoyens puissent avoir leur mot à dire sur leur financement.

Avec 'We Need To Talk', nous voulons donner à un groupe de citoyens le temps et la contribution dont ils ont besoin pour formuler des propositions de réforme du financement des partis. Nous présentons ensuite ces propositions aux politiciens, dans le but d'obtenir un réel changement.



Disponible sur le site web du projet et sur le site de différents média. L'outil est intégré (embedded) au milieu ou à la fin d'articles qui traitent de la question du financement des partis. Les utilisateurs sont confrontés à une affirmation et il sont invités à prendre position (d'accord, pas d'accord ou aucun des deux). Ils peuvent ensuite formuler un argument pour expliquer leur choix. Dans un troisième temps, ils sont invités à comparer leur argument à celui d'autres utilisateurs.

Un outil d'intelligence artificielle encourage l'utilisateur à formuler son argument de façon détaillée. L'utilisation de propos offensants ou abusifs est également découragée.

Les informations récoltées seront analysées et assemblées dans un rapport. Ce rapport sera mis à la disposition des 60 citoyens qui forment le panel.

#### Exemples d'affirmation

- Les partis politiques peuvent dépenser autant qu'ils veulent en communication.
- Les partis politiques doivent être totalement libres de décider où dépenser leur argent.
- Tous les partis devraient recevoir le même montant d'argent public.
- Les nouveaux partis politiques qui se présentent aux élections devraient également recevoir des subventions.

## **Panel citoyen**

### **Présidé par Heidi De Pauw (NL – CEO Child Focus) en Marius Gilbert (FR – chercheur en épidémiologie ULB)**

Entre le 25 mars et le 14 mai, soixante citoyens tirés au sort se réuniront pendant trois week-ends pour formuler des recommandations pour un meilleur financement des partis. Des experts indépendants leur donneront toutes les informations nécessaires et les citoyens rencontreront les partis politiques pour entendre leurs points de vue. Ils seront aussi informés de ce que le grand public a exprimé lors de la discussion ouverte.

### **Tirage au sort des participants**

À partir du 3 février, nous envoyons 16 200 lettres. Idéalement, on effectue le tirage au sort sur la base du registre national, mais ce n'est pas possible pour une initiative citoyenne. C'est pourquoi nous avons travaillé en collaboration avec l'agence de recherche MAS Research pour le tirage au sort.

Tous les citoyens qui reçoivent une lettre ont jusqu'au 13 février 2023 pour indiquer qu'ils souhaitent participer. Nous nous attendons à recevoir quelques centaines de réponses. Les expériences précédentes montrent que les hommes se portent plus facilement candidat que les femmes et que les personnes ayant une scolarité longue sont plus nombreuses que celles ayant une scolarité courte. C'est pourquoi nous organisons un deuxième tirage, la "stratification" parmi les candidats qui ont répondu pour atteindre le nombre de 60 personnes.

De cette façon, nous pourrions former un panel bien équilibré et qui reflète le mieux possible l'ensemble de la population belge en termes de genre, d'âge, de lieu de résidence et de niveau d'études.

Cette méthode a été déjà appliquée par plus de 600 panels citoyens dans le monde. Elle suit les normes internationales fixées par l'OCDE.

### **Comment fonctionne le panel?**

Soixante citoyens qui ne connaissent encore rien au sujet et qui doivent faire des recommandations... C'est possible ? Absolument. Pendant le panel, les participants obtiennent toutes les informations dont ils ont besoin auprès d'experts pour aborder le sujet en profondeur. Ils entendent également les points de vue des différents partis politiques sur le sujet. Ainsi, chaque participant dispose de toutes les informations nécessaires au débat.

Après l'information de tous les citoyens, vient la deuxième étape : la délibération. En petits groupes de travail, les participants engagent le dialogue, chacun apportant son point de vue. Le groupe discute des points importants pour chacun et finalement il formule une série de recommandations. Des animateurs expérimentés guident les discussions afin que chacun soit entendu.

Enfin, un vote est organisé sur toutes les recommandations. Il ne s'agit pas d'un simple vote par oui ou par non : les personnes qui ne peuvent pas adhérer à l'une ou l'autre recommandation ont la possibilité de proposer des modifications.

Pour les remercier de leur engagement, nous verserons à chaque citoyen participant une indemnité de 325 euros. Pour les citoyens qui habitent à plus de 100 km de nous prévoyons un hôtel du samedi au dimanche. Nous faisons l'impossible pour que tout le monde puisse participer, aussi les personnes qui ont des besoins particuliers.

## **Transmission**

Nous compilons toutes les recommandations du panel citoyen et les transmettons au monde politique. Nous organisons des réunions avec les principaux acteurs politiques pour savoir ce qu'ils pensent de ces recommandations et ce qu'ils vont en faire.

# **Le financement des partis**

## **Qu'est-ce que le financement des partis**

Les partis politiques ont une fonction importante dans notre société. Ils jouent un rôle important lors des élections, ils mobilisent les citoyens et les volontaires autour de leur vision de l'avenir et ils structurent le débat politique. Pour remplir leur rôle sociétal, ils ont besoin d'argent. La façon dont les partis politiques obtiennent, économisent et dépensent de l'argent est appelée financement des partis.

## **Pourquoi le financement des partis est-il important ?**

Les partis obtiennent de l'argent de différentes manières et une part importante de leurs revenus dépend des résultats des élections. Plus ils obtiennent de votes, plus ils obtiennent de moyens financiers pour le parti. Votre vote vaut donc littéralement de l'argent.

Le financement des partis a un rôle important dans le fonctionnement de notre démocratie. Si les partis obtiennent plus d'argent, ils peuvent l'utiliser pour faire plus de publicité sur les médias sociaux, embaucher plus de collaborateurs ou mener plus d'études. Le financement des partis a donc un impact important sur le fonctionnement de notre démocratie.

Un manque de règles claires est une porte ouverte aux dépenses irresponsables, aux conflits d'intérêts, voire à la corruption, comme lors du scandale Agusta dans les années 1980. Ainsi, pour garantir un fonctionnement responsable, transparent et indépendant des partis politiques, il est essentiel d'avoir des règles claires concernant leurs revenus et leurs dépenses.

## **Quel est le problème avec le financement des partis?**

Depuis quelques années, les experts et les politiciens reconnaissent que les partis reçoivent beaucoup d'argent et qu'une réforme du système de financement est nécessaire. Plusieurs questions méritent à tout le moins d'être débattues.

Tout d'abord, les partis politiques belges reçoivent proportionnellement beaucoup d'argent public : 75 millions d'euros en 2022 . Par électeur, les partis politiques belges reçoivent deux fois plus que leurs homologues allemands, danois ou suédois et quatre fois plus qu'aux Pays-Bas. Cela s'explique en partie par le fait que ces pays utilisent des systèmes différents qui autorisent davantage le financement privé, par exemple. La question reste de savoir si les partis ont besoin d'autant d'argent.

Par ailleurs, il y a peu de limites aux dépenses des partis. On constate dès lors que certains partis politiques dépensent des sommes considérables en publicités sur les médias sociaux. Une étude européenne de 2021 a comparé les dépenses des partis

et des hommes et femmes politiques sur les médias sociaux. Dans le top 10 européen, on retrouve 7 Belges. Les politiques expliquent qu'ils font ces dépenses pour atteindre les citoyens et pour communiquer avec eux de la meilleure façon possible.

Certains partis estiment en outre que la répartition du financement des partis entre les grands et les petits partis est injuste.

Le gouvernement fédéral, lui-même, a promis dans son accord de coalition de faire avancer la réforme du financement des partis. Et pourtant ce dossier reste bloqué et depuis des années d'ailleurs. Les intérêts des différentes parties concernées sont si importants qu'elles ne parviennent pas à trouver un bon compromis. C'est pourquoi, avec 'We Need To Talk', nous offrons un coup de main !

### **Quelles sont les règles actuelles ? Et comment sont-elles apparues**

Le financement des partis politiques en Belgique peut être divisé en deux périodes : avant et après la loi du 4 juillet 1989, appelée aussi la loi Dhoore. Avant cela, il n'y avait pratiquement aucune transparence ni réglementation.

Dans les années 1980, le scandale Agusta a tout changé. À l'époque, la société italienne Agusta avait promis des millions de francs belges de soutien aux partis politiques s'ils parvenaient à convaincre leurs ministres d'approuver l'achat d'hélicoptères Agusta. Ce scandale de corruption a conduit à l'introduction de la loi Dhoore, qui reste aujourd'hui la base de la réglementation du financement des partis.

Les partis sont financés par des subventions publiques (dotations), ce qui les rend indépendants des donateurs extérieurs. Les dons des particuliers sont réglementés : vous pouvez donner maximum 2 000 euros par an à un parti en tant que particulier. Les dons provenant de personnes morales comme les entreprises et les ASBL sont, quant à eux, interdits.

En ce qui concerne les dépenses, des limites sont fixées pendant les campagnes électorales. Aujourd'hui, par exemple, chaque parti est autorisé à dépenser un million d'euros au maximum pendant la période de prudence, c'est-à-dire les 4 mois qui précèdent les élections. Étonnamment, il n'y a pas de règles sur les dépenses des partis en dehors de cette période.

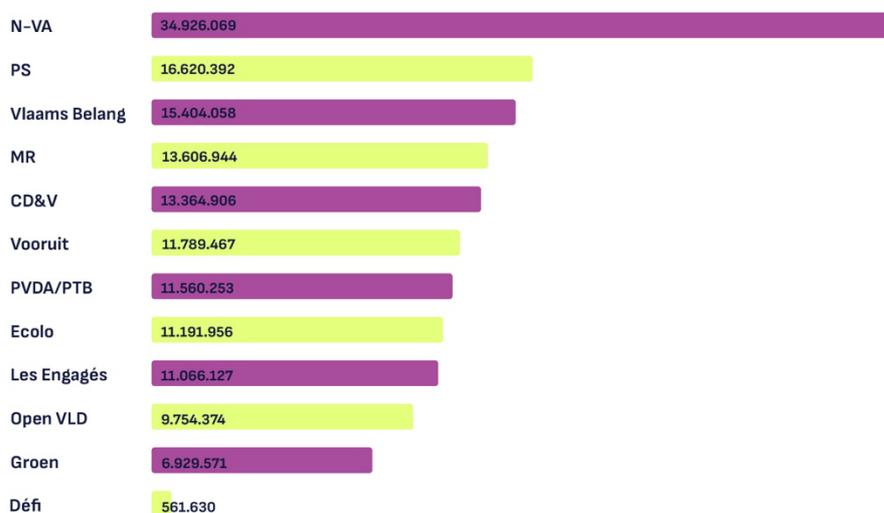
En termes de transparence, les partis doivent rendre leurs comptes publics et enregistrer tous les dons supérieurs à 125 euros.

## Quelle est la richesse des partis politiques aujourd'hui ?

Pour estimer la richesse (ou la pauvreté) des partis politiques, on peut examiner leurs actifs c'est-à-dire les bâtiments, les investissements et l'épargne qu'ils possèdent. Les chiffres les plus récents montrent que fin 2021, les partis politiques disposaient ensemble d'un patrimoine de 156,8 millions d'euros. C'est un record. Ce montant a quasiment triplé en 20 ans. Avec même une augmentation de 16% sur la seule année 2021.

### Actifs nets par parti

Chiffres avant 2021, en euro



Bron: La Chambre & De Standaard

Source : [https://www.standaard.be/cnt/dmf20220726\\_97580403](https://www.standaard.be/cnt/dmf20220726_97580403)

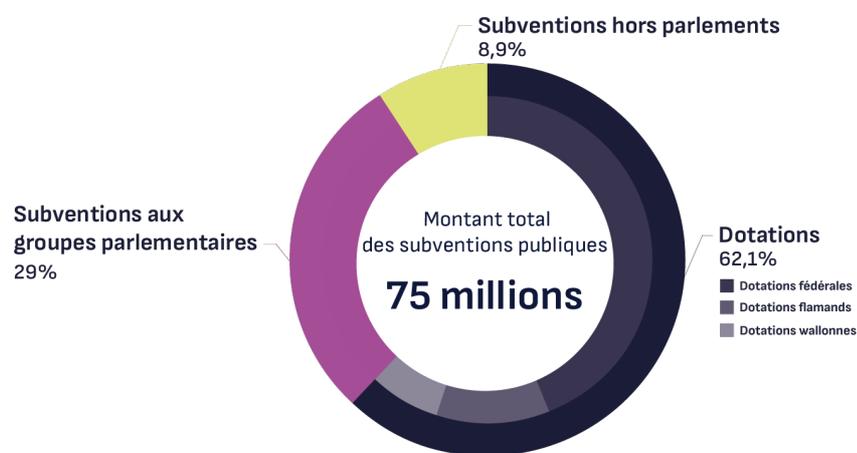
## D'où vient l'argent des partis politiques?

En Belgique, les partis politiques sont principalement financés par des fonds publics. La mesure dans laquelle ils en dépendent varie d'un parti à l'autre. Au total, 80 % des revenus des partis (75 millions) proviennent de subventions publiques. Le reste de leurs revenus provient des cotisations des membres, des dons et d'autres revenus comme les revenus locatifs ou les investissements.

Les subventions publiques reçues par les partis se composent de cinq volets différents.

- La dotation fédérale. Elle représente 44,1% des revenus de tous les partis. Cette dotation se compose de deux parties : un montant forfaitaire et un montant lié au nombre de votes obtenus par chaque parti lors des élections fédérales. Une dotation supplémentaire est octroyée aux partis qui siègent au Sénat.

- La dotation liées aux parlements des entités fédérées (10,9% des revenus pour les partis néerlandophones et 7,1% pour les partis francophones).
- Les dotations et subventions aux groupes parlementaires (29% de la dotation totale). Elles sont destinées à soutenir le travail des députés.
- Des subventions supplémentaires comme les allocations et les subventions de groupe des conseils provinciaux. Les partis francophones reçoivent également des subventions d'institutions dites affiliées, comme les services de formation des partis.



## À quoi les partis dépensent-ils leur argent?

En termes de dépenses, il n'y a pratiquement aucune restriction pour les partis. Ils peuvent choisir les sommes qu'ils dépensent en personnel, bureaux, études, communications, publicités sur les médias sociaux, investissements, etc.

Ce n'est que pendant la période électorale, c'est-à-dire les 4 mois précédant les élections, que des limitations sont imposées. Par exemple, les partis peuvent dépenser au maximum un million d'euros pour leur campagne. Les règles pour cette période sont précises : les partis ne sont pas autorisés à distribuer ou à vendre des gadgets ou des cadeaux, ni à offrir de la nourriture ou des boissons gratuites, ni à faire de la publicité avec des affiches sur des panneaux commerciaux. Chose étonnante : il n'existe aucune réglementation sur les formes modernes de campagne, par exemple sur les médias sociaux.

Alors à quoi concrètement les partis consacrent-ils leurs moyens financiers?

Les frais de fonctionnement du parti représente environ 30 % des dépenses, soit 20 millions d'euros par an. Cela comprend les bâtiments, les frais administratifs de gestion et de réunions.

Les frais de personnel pour le service d'étude, la réception, etc. Ils représentent également 30% des dépenses.

Les dépenses de communication. Ces dépenses varient fortement d'une année à l'autre, en fonction des élections. Elles représentent entre 9 et 27 millions d'euros, soit de 17 à 35 % des dépenses totales.

L'épargne. Les partis consacrent une partie de leur moyens financiers à l'épargne ou l'investissement. Ils le font pour se préparer aux prochaines élections ou pour se constituer une sécurité financière à long terme. Certains partis choisissent d'investir dans l'immobilier et dans des placements boursiers.

### **La comptabilité des partis est-elle contrôlée?**

Les partis politiques doivent présenter chaque année un rapport justifiant l'utilisation de l'argent public reçu. Une commission de contrôle, composée de 17 parlementaires et de 4 experts externes, vérifie ces rapports. Après une enquête, menée par la Cour des Comptes, la commission se prononce sur le rapport de chaque parti. Si nécessaire, elle peut imposer des sanctions.

L'organisme européen de lutte contre la corruption, le GRECO, a souligné à plusieurs reprises que l'Etat belge ne prend pas assez de mesures pour garantir un contrôle indépendant du financement des partis. Le GRECO critique principalement le fait que la commission est composée principalement de parlementaires et qu'il y a trop peu de règles claires garantissant la qualité et l'indépendance des experts.

### **Comment fonctionne le financement des partis à l'étranger ?**

Premier constat : les partis belges dépendent beaucoup plus des subventions publiques que dans les pays voisins. Dans notre pays, les partis obtiennent près de 90 % de leurs revenus des subventions publiques. Cela en fait l'un des leaders en Europe.

Par rapport au nombre d'électeurs, ils obtiennent deux fois plus que les partis en Allemagne, au Danemark ou en Suède et quatre fois plus que les partis hollandais. Il faut aussi tenir compte du fait que dans certains pays, les partis ont la possibilité d'utiliser d'autres sources de revenus comme les dons. Parfois aussi, il existe des règles plus strictes concernant le transfert des subventions octroyées aux groupes parlementaires vers les partis, ce qui arrive très fréquemment en Belgique.

## Quels sont les autres systèmes existants ?

Aux Pays-Bas et en Allemagne, les partis sont encouragés à collecter eux-mêmes des fonds, par exemple en attirant des membres et en sollicitant des dons. Dans les deux pays, il est également plus facile de faire des dons aux partis politiques, que ce soit en tant que personne privée ou en tant qu'entreprise ou organisation. En Belgique, cette pratique est particulièrement réglementée afin de limiter le plus possible l'influence des particuliers et des entreprises sur la politique.

Ces pays disposent d'un système de fonds de contrepartie, *matching funds*, : pour chaque euro collecté par les partis eux-mêmes, ils reçoivent une aide publique supplémentaire.

Aux Pays-Bas, il existe également un certain nombre de mesures supplémentaires : 20 % de la subvention totale que les partis reçoivent est déterminée par le nombre de leurs membres. Et la loi néerlandaise précise explicitement à quoi les subventions publiques des parties peuvent être dépensées.

L'Union européenne qui s'inspire du modèle allemand établit que les subventions des groupes parlementaires ne peuvent pas être transférées aux partis.

# Qui sommes-nous ?

## Notre mission et vision

'We Need To Talk' est un projet porté par un ensemble d'organisations qui stimulent le débat public en Belgique. Chaque groupe de réflexion a son propre domaine de travail, mais nous avons ceci en commun: nous pensons que les hommes politiques devraient parler davantage aux citoyens. Ensemble, nous visons un fonctionnement plus moderne de notre démocratie. Un système qui soit plus décisif, plus juste et plus participatif. Une démocratie qui investit dans la prospérité, le bien-être et la sécurité de la société.

Pour y parvenir, nous mettons en place des initiatives telles que 'We Need To Talk'. Nous nous appuyons toujours sur un large soutien social et en impliquant le plus largement possible les parties prenantes et les citoyens concernés. Nous proposons des solutions et des changements concrets aux problèmes que nous abordons. Nous le faisons de la manière la plus visible possible.

## Qui fait partie du consortium ?

'We Need To Talk' s'adresse à tous les groupes de réflexion qui alimentent le débat public dans notre pays avec leurs perspectives, leurs analyses et leurs points de vue. Par leur participation, les membres apportent leur expertise, leurs réseaux et leur soutien au projet.

### Aula Magna

Aula Magna est une association sans but lucratif dédiée à promouvoir la réflexion et le débat productif sur tous les aspects relatifs aux enjeux de la Région de Bruxelles-Capitale. Aula Magna encourage le débat sur une série de sujets cruciaux pour le bien-être futur de notre ville et de ses habitants, en-dehors des clivages linguistiques et partisans.

### Egmont Instituut

Egmont - L'Institut royal des Relations internationales est un groupe de réflexion indépendant basé à Bruxelles. Ses recherches interdisciplinaires sont menées dans un esprit de totale liberté académique. S'appuyant sur l'expertise de ses propres chercheurs et sur celle de spécialistes externes, tant belges qu'étrangers, elle fournit des analyses et des options politiques qui se veulent les plus opérationnelles possibles.

## **G1000**

G1000 est la plateforme belge de l'innovation démocratique. G1000 développe et soutient de nouvelles formes de participation citoyenne pour faire de la Belgique la démocratie la plus crédible, efficace et inclusive d'Europe. Il est actif dans les communes, les villes, les régions et au niveau national et fait partie de plusieurs réseaux internationaux.

## **Itinera**

Itinera est un groupe de réflexion indépendant. Ils réunissent des experts reconnus, nationaux et étrangers, qui examinent en toute indépendance les grandes questions sociales. Grâce à leurs analyses, ils visent à améliorer les politiques en mettant l'accent sur la création de richesses, la bonne gouvernance et l'inclusion démocratique.

## **Levl**

LEVL vzw est une organisation de réseau indépendante, reconnue par le gouvernement flamand, qui œuvre pour une société inclusive sans racisme ni discrimination. Levl agit pour une participation équitable et équilibrée et défend l'égalité des chances et des résultats des personnes issues de l'immigration dans tous les domaines de la vie et de la politique.

## **Groupe du vendredi**

Le groupe du vendredi vise des idées pour la société et en interaction avec cette société – dans toutes ses composantes. Il est composé de jeunes Belges d'horizons divers qui veulent œuvrer pour l'amélioration de notre société et prennent le temps de la réflexion, du débat et de l'action.

Le comité de surveillance contrôle et garantit la qualité et l'intégrité du processus de participation en termes d'impartialité, d'indépendance, de neutralité et d'inclusion. Les personnes suivantes sont membres du comité :

- **Herman Van Rompuy** (observateur) : président émérite du Conseil européen, ministre d'État
- **Art O'Leary**: secrétaire général, Commission électorale d'Irlande et secrétaire du panel citoyens sur la perte de biodiversité et secrétaire du maire de Dublin et secrétaire de tous les principaux panels de citoyens en Irlande.
- **Marjan Ehsassi**: Praticienne de la gouvernance et des innovations démocratiques, experte en délibération, stratège politique 2022-2023, Berggruen Fellow
- **Caroline Sägers**: doctor en philosophie et en histoire, chargée de recherche au CRISP & collaboratrice scientifique à Université Libre de Bruxelles.

- **Dave Sinardet**: politologue – Professeur en Sciences Politiques à la VUB & Université Saint-Louis (Bruxelles)
- **Sana Sellami**: expert en stratégie & inclusion & professeur invitée à la Haute Ecole Thomas More à Malines.

### Qui forme l'équipe d'experts ?

Pour parvenir à des recommandations valables, les membres du panel doivent être bien informés. Une équipe d'experts indépendants fournira aux participants des informations fondées sur la recherche scientifique et veillera à ce tous les aspects de la questions soient exposés. Cette équipe est composée des experts nationaux et internationaux suivants :

- **Bart Maddens**, professeur et politologue à la faculté des Sciences sociales de la KU Leuven.
- **Jean Faniel**, docteur en sciences politiques et directeur général du CRISP
- **Ingrid Van Biezen**, professeure en politicologie comparée à l'Université de Leiden

### Comment sommes-nous financés ?

Nous estimons que le coût du panel citoyen sera d'environ 250 000 euros. Cette somme couvre entre autres , les frais pour le tirage au sort, les frais des participants, la location du lieu, la restauration, la facilitation des discussions, les lettres d'invitation et les interprètes.

Pour financer ce projet, nous lançons une campagne de collecte de fonds. Tout le monde peut soutenir ce projet en faisant un don déductible des impôts via le fonds « Amis de G1000 », lien géré par la Fondation Roi Baudouin. La déductibilité est possible à partir de 40 eur. Dès que la campagne de collecte de fonds sera terminée, nous communiquerons le budget total sur notre site web.

### Qui sont nos partenaires?

Pour mettre en place le débat citoyen, nous collaborons avec les organisations partenaires suivantes :

- **DDB**, communication et campagne
- **Glassroots**, mise en place du panel citoyen
- **M.A.S. Research**, tirage au sort des participants au panel
- **De Wakkere Burger & CPCP**, participation et relations avec les stakeholders
- **Tree company**, outil de participation en ligne Rhetoric

# Informations et contact

<https://weneedtotalk.be/fr>

#weneedtotalk

Contact presse (FR): Isabelle Dresse

[Isabelle.dresse@G1000.org](mailto:Isabelle.dresse@G1000.org)

T: 0476 78 86 59

Porte-parole (FR): Dorian Feron

[dorianferon@hotmail.com](mailto:dorianferon@hotmail.com)

T: 0496 93 13 71

Perscontact (NL): Tanné Bogaerts

[tanne.bogaerts@G1000.org](mailto:tanne.bogaerts@G1000.org)

T: 0478 02 17 29

Woordvoerder (NL): Alicja Gescinska

[alicja.gescinska@gmail.com](mailto:alicja.gescinska@gmail.com)

T: 0494 32 34 75

# **Annexes**

**Lettre d'invitation aux citoyens tirés au sort**

**Formulaire d'inscription pour les citoyens tirés au sort**

**Présentation de l'outil Rhetoric (agence Tree Company)**



## Nous avons une bonne nouvelle pour vous !

**Félicitations !** Vous avez été tiré(e) au sort parmi 11 millions de citoyens belges pour participer à 'Il Faut Qu'On Parle', un panel citoyen sur le financement des partis politiques. Une occasion unique de renforcer notre démocratie. **Une opportunité que vous partagez avec seulement 60 personnes dans notre pays!**

**Aujourd'hui, on ne vous écoute pas beaucoup.** Mais partout en Europe, les citoyens sont de plus en plus souvent impliqués dans des discussions politiques importantes. Il faut faire cela chez nous aussi ! Combien d'argent doit-on donner au politique ? Qui doit payer pour cela ? Qu'est-ce que les partis peuvent-ils faire de ces moyens financiers? **Cela nous intéresse vraiment de savoir ce que les citoyens, comme vous, en pensent.**

Et nous voulons **donner la parole à tout le monde !**

Qui vous êtes, où vous vivez, ce que vous faites : pour nous, cela n'a pas d'importance. Les 60 participant(e)s sont tiré(e)s au sort de façon tout à fait aléatoire dans la population belge. Ainsi, **tout le monde a les mêmes chances de participer.**

Le panel aura lieu pendant 3 week-ends à Bruxelles, le lieu vous sera communiqué le 15 mars. **À la fin, vous recevrez le montant de 325 euro comme remboursement.**

Dans le panel, tout le monde **s'exprime librement.** Des facilitateurs font en sorte que les discussions se passent bien. Les débats ont lieu en néerlandais et en français et sont traduits par des interprètes. Si vous n'êtes pas à l'aise pour discuter dans l'une de ces deux langues, vous pouvez vous faire accompagner d'une personne qui vous aidera à traduire.

**Devez-vous suivre la politique ? Non.** Faut-il regarder les infos? Non. Devez-vous préparer quelque chose ? Non. Vous recevrez toute l'information nécessaire pendant le débat. Une information claire et objective. Et des experts répondront à toutes vos questions.

À la fin de ces 3 week-ends, le panel citoyen remettra les recommandations aux politiciens: **'Voilà ce que nous voulons'**. Ils seront informés sur le résultat de votre travail, ils pourront réagir et dire ce qu'ils vont en faire.

'Il Faut Qu'on Parle' bénéficiera d'une grande attention médiatique : à la radio, à la télévision, dans les journaux et sur internet. Bref tout le pays est curieux de connaître le résultat !

Nous nous réjouissons de vous rencontrer !

À bientôt à Bruxelles,  
Les présidents du panel citoyen,

Heidi De Pauw, CEO Child Focus,

Marius Gilbert, Épidémiologiste, Vice-recteur ULB

### En pratique

Vous participez à tous ces échanges inspirants **les 25 et 26 mars, 22 et 23 avril, 13 et 14 mai**, de 10 h à 17 h. Le panel citoyen se déroule à Bruxelles, le lieu vous sera communiqué le 15 mars.

- Pour vous remercier de votre engagement, vous recevez un **défraiement de volontaire de 325 euros** exonéré d'impôt après votre participation aux trois weekends.
- Vos **frais de transport** sont remboursés.
- Si vous habitez à plus de 100 km de Bruxelles, nous payons **votre chambre d'hôtel pour 3 nuits** (chaque fois du samedi au dimanche).
- Nous offrons **gratuitement les repas, les boissons et la garde** de vos enfants jusque 12 ans.
- Vous souhaitez participer, mais avez-vous l'un ou l'autre souci pratique ? Contactez-nous et nous chercherons une solution.

### D'autres questions ?

Visitez notre site web [www.ilfautquonparle.eu/participant](http://www.ilfautquonparle.eu/participant).

**'Il Faut Qu'On Parle'** est une collaboration entre six organisations: l'Institut Egmont, le Groupe du Vendredi, Itinera, Levl, Aula Magna et G1000. L'initiative n'est pas un parti politique, mais œuvre pour un système politique meilleur pour tous. Les citoyens ont quelque chose à dire, aujourd'hui plus que jamais. D'où notre nom : Il Faut Qu'On Parle.



# Formulaire d'inscription

Vous pouvez vous inscrire au panel citoyen via ce formulaire.

Très souvent, lorsque des citoyens sont invités, il y a des groupes qui ne sont pas ou peu présents. Nous voulons absolument l'éviter. Pour assurer une variété suffisante, nous avons besoin de certaines informations personnelles. Nous les traiterons bien sûr en toute confidentialité.

**Merci de renvoyer gratuitement ce formulaire complété avant le 13 février dans l'enveloppe ci-jointe.**

Cocher svp.		<input type="checkbox"/> Homme	<input type="checkbox"/> Femme	<input type="checkbox"/> Autre
Prénom :				
Nom :				
Adresse :				
Code postal :		Localité :		
E-mail :				
GSM ou téléphone fixe :				
Meilleur moment pour vous appeler :		<input type="checkbox"/> journée	<input type="checkbox"/> soirée	<input type="checkbox"/> les deux

Votre année de naissance :				
Votre activité professionnelle :	<input type="checkbox"/> Sans emploi	<input type="checkbox"/> Homme/femme au foyer	<input type="checkbox"/> Étudiant(e)	<input type="checkbox"/> Ouvrier(e)
	<input type="checkbox"/> Employée(e)	<input type="checkbox"/> Cadre moyen	<input type="checkbox"/> Cadre supérieur	<input type="checkbox"/> Profession libérale
	<input type="checkbox"/> Indépendant(e)	<input type="checkbox"/> Pensionné(e) (merci de cocher également votre ancienne profession)		
	<input type="checkbox"/> Autre :			
Votre diplôme :	<input type="checkbox"/> Aucun		<input type="checkbox"/> Primaire	<input type="checkbox"/> Secondaire inférieur
	<input type="checkbox"/> Secondaire supérieur		<input type="checkbox"/> Supérieur non universitaire	<input type="checkbox"/> Universitaire
	<input type="checkbox"/> Autre, précisez :			

**Merci de renvoyer gratuitement ce formulaire complété avant le 13 février dans l'enveloppe ci-jointe.**

**Attention :** si vous retournez ce formulaire rempli, vous n'êtes pas encore définitivement inscrit. Nous tirerons au sort 60 participants parmi toutes les inscriptions. Si vous êtes sélectionné, nous vous contacterons personnellement dans la semaine du 27 février.

Merci de renvoyer gratuitement ce formulaire complété avant le 13 février dans l'enveloppe ci-jointe.

Votre nationalité ?	
Quelle était la nationalité de votre mère à sa naissance ?	
Avez-vous le droit de vote ? (C.à.d. recevez-vous une convocation pour les élections ? Aux prochaines élections, ce sera le cas dès 16 ans)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Habitez-vous à plus de 100 km de Bruxelles ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si vous avez répondu 'oui' à la question précédente : voulez-vous que nous vous réservions gratuitement une chambre d'hôtel pour les 3 nuits de samedi à dimanche ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Avez-vous besoin d'une garde d'enfants pendant ces 3 week-ends ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui : combien d'enfants de moins de 12 ans avez-vous ? Quel est leur âge ?	
Avez-vous un handicap dont l'organisation doit tenir compte ? (p. ex. fauteuil roulant, problème de vue, d'ouïe ou tout autre handicap...)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, lequel :	
Amèneriez-vous quelqu'un pour traduire dans une langue autre que le néerlandais ou le français ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, quelle langue :	
<input type="checkbox"/> Je déclare par la présente	
<ul style="list-style-type: none"><li>• ne pas exercer de mandat politique à quelque niveau que ce soit.</li><li>• ne pas être employé par un parti politique en Belgique.</li><li>• ne pas faire partie du personnel ou de la direction de l'une des organisations qui organisent ce panel citoyen : Institut Egmont, Itinera, Groupe Vendredi, Levl, Aula Magna, G1000.</li></ul>	
Date :	

### ***Votre vie privée***

GDPR : si vous vous portez candidat à ce panel de citoyens, vous acceptez que les organes organisateurs vous contactent pour prendre rendez-vous pour le déroulement pratique du panel citoyen. Vous donnez votre accord pour que MAS fournisse vos données à Glassroots, G1000 et les services de sécurité du bâtiment où se déroule le panel. Vos données ne seront utilisées qu'à cette fin et ne seront en aucun cas transmises ou vendues à des tiers.

Merci de renvoyer gratuitement ce formulaire complété avant le 13 février dans l'enveloppe ci-jointe.

# Tree company & Rhetoric

## A propos de Tree company

Tree company innove dans les solutions numériques pour engager et informer les citoyens sur les questions sociales. Ils guident les processus de participation en ligne et développent des outils numériques pour les projets sociétaux. Ils combinent l'expertise en matière de participation et de sciences politiques, d'une part, et de développement de sites web/applications, d'autre part.

Plus d'infos sur [treecompany.be](https://treecompany.be)

## A propos de Rhetoric

Rhetoric est un outil qui a été développé pour améliorer la qualité du débat sur les médias d'information en ligne. Les sections de commentaires classiques ont tendance à entraîner une polarisation des débats et à contenir des réactions de haine et des commentaires injurieux ou visant des personnes précises ou qui n'apportent rien à la conversation. Rhetoric combine une question précise avec une modération en direct réalisée par l'intelligence artificielle afin de créer un environnement sûr pour le débat en ligne. Des études montrent qu'avec Rhetoric, un plus grand nombre de citoyens participe aux débats et que les débats sont plus polis et de plus haute qualité.

*Rhetoric a été développé par les entreprises Wieni, Textgain et Tree company. Plus d'infos sur [about.rhetoric.tech](https://about.rhetoric.tech)*

## Rhetoric: comment ça marche?

Les participants donnent d'abord leur opinion sur une question ou affirmation centrale, puis ils écrivent leur argumentation. Pendant ce processus, l'intelligence artificielle soutient les participants pour améliorer la qualité des argumentations. Puis les participants indiquent s'ils sont d'accord ou pas d'accord avec les arguments d'autres participants. Ici aussi, l'intelligence artificielle aide à trouver des arguments similaires ou plutôt différents. A la fin, les participants fournissent quelques informations personnelles et reçoivent un résumé du débat. L'IA aide non seulement le participant à formuler des arguments, mais le contenu inapproprié est également filtré. Les arguments recueillis dans cette phase du projet servent d'inspiration au panel de citoyens.

Vous pouvez intégrer un Rhetoric dans votre article vous-même, sans besoin d'aide d'un collègue technique. Copiez le code d'intégration de la Rhetoric que vous désirez utiliser dans votre article. Vous pouvez ajouter le code à l'endroit souhaité. Les codes sont disponibles [ici](#).



## Contact

[michiel@treecompany.be](mailto:michiel@treecompany.be)

[eva@treecompany.be](mailto:eva@treecompany.be)